
Accompagnement des activités de renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux des collectivités territoriales sur les thèmes transversaux (DH, LNOB, Do No Harm, égalité Genre, migration, gestion des conflits locaux et transfrontaliers..)

Accompagnement des activités de renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux des collectivités territoriales sur les thèmes transversaux (DH, LNOB, Do No Harm, égalité Genre, migration, gestion des conflits locaux et transfrontaliers..)	1
0. Liste des sigles et abréviations	2
1. Contexte	3
2. Mission du contractant	5
3. Zones de mise en œuvre des activités	8
Conception	9
Conception technique et méthodologique	9
Gestion de projet du contractant (1.6)	9
4. Concept de ressources humaines	10
Expert 2 Assistant	11
Tâches de l'Assistant	11
Qualifications de l'Expert 2 assistant	11
5. Consignes de calcul	12
Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement	12
Aspects de durabilité en matière de voyages	12
Expert 2 Assistant	13
Expert 2 Assistant	14
Autre possibilité pour les contrats d'entreprise :	15
6. Consignes relatives au format de l'offre	15
7. Traitement en sous-traitance de données à caractère personnel	16
8. Annexes :	16
- Répartition des communes par lots :	16
- Catégorisation des participants :	17

0. Liste des sigles et abréviations

Conditions générales	Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
DH	Droit de l'Homme
Do No Harm	Ne pas Nuire
JE	Jour(s) d'expert·e
LNOB	Leave No One Behind (l'inclusion)
TdR	Termes de référence

1. Contexte

Les dynamiques transfrontalières dans la zone Sikasso, Korhogo, Bobo-Dioulasso et Wa (SKBoWa) reposent sur les relations et les liens socioculturels qui existent entre les populations frontalières. Ces liens sont à l'origine de plusieurs interactions et de la mobilité transfrontalière.

Pour soutenir ces dynamiques et renforcer la résilience et la coopération transfrontalière, le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) et l'Union Européenne ont cofinancé l'action multi-donateurs « Régions transfrontalières pacifiques et résilientes dans les pays sahélo-côtières Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali - Coopération transfrontalière SKBoWa (Sikasso - Korhogo - Bobo Dioulasso - WA) ». Cette action multi-donateurs sera mise en œuvre par la GIZ.

L'action est intégrée dans les deux programmes du BMZ intitulés « Programme Décentralisation et Cohésion Sociale (PDCS) » et « Programme Développement de l'Agriculture (PDA) » **au Burkina Faso**.

D'autres projets/programmes mis en œuvre par la GIZ participent à sa mise en œuvre dans les pays concernés. Il s'agit :

- **En Côte d'Ivoire** avec le programme financé par le BMZ « Renforcer la résilience dans le nord de la Côte d'Ivoire » (ProRES) ;
- **Au Ghana** avec les programmes financés par l'UE et le BMZ « Resilience against Climate Change » (MOVE-REACH), « Sustainable Employment through AgriBusiness (AgriBiz) », composante « Market-oriented Agriculture Programme (MOAP-NW) », et « Participation, accountability and integrity for a resilient democracy » (PAIRed) ;
- **Au Mali** avec les programmes financés par le BMZ « Programme de Décentralisation et Bonne Gouvernance » (PADRE) et Programme « Renforcement du Système national de conseil et de formation agricole au Mali » (PASSIP) ainsi que le programme suprarégional financé par le Ministère fédéral allemand des affaires étrangères « Programme Frontalier de l'Union africaine (PFUA) ».

Le projet SKBoWa, qui vise à réduire l'impact des conflits locaux dans les zones frontalières par l'amélioration des conditions de la sécurité humaine dans des zones frontalières est structuré autour de quatre (04) volets :

- La promotion de la gouvernance locale ;
- La promotion de la sécurité et de la cohésion sociale ;
- La promotion du développement économique local ;
- Un dispositif d'Analyse et de Plaidoyer Territorial.

Pour rappel, un atelier de planification a eu lieu du 10 au 11 juillet 2024 à Ouagadougou. Cet atelier a regroupé l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet SKBoWa à savoir les responsables des projets et programmes de la GIZ chargés de la mise en œuvre du projet, ainsi que des partenaires politiques du Burkina Faso, du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

A l'issue dudit atelier, des paquets d'activités ont été identifiés par volet. Ces paquets d'activités doivent être déclinés en plan opérationnel en rapport avec les acteurs régionaux et locaux.

Aussi, le 02 août 2024, une réunion de présentation du Projet « SKBoWa » a eu lieu au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (MAECI), sous la présidence du Directeur Europe du MAECI et en présence de l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Mali et le Chef de Coopération à la Délégation de l'Union européenne au Mali.

A l'issue de cette rencontre, le leadership pour la mise en œuvre du projet a été confié au ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation qui a par suite soumis au MAECI un plan de travail. Une activité importante du plan proposé est la planification opérationnelle des activités de concert avec l'ensemble de parties prenantes régionales et communales.

Pour mener à bien cette activité importante, le PADRE III et le PASSIP ont organisé un atelier de présentation et de planification du projet SKBoWa avec les acteurs régionaux, locaux et communaux des régions de Sikasso, Bougouni et de Koutiala, régions frontalières avec la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Cette activité a permis de :

- Présenter et échanger sur la structuration du Projet SKBoWa ;
- Procéder à l'élaboration du plan opérationnel pour les Volets 1, 2 et 3 relatifs à la contribution du PADRE III et du PASSIP à la mise en œuvre du projet ;
- Valider le choix des communes d'intervention et des filières ;
- Identifier les pistes de synergies entre espaces transfrontaliers et pays frontaliers ;
- Faire une répartition des responsabilités dans l'exécution du plan opérationnel.

Parmi les activités déclinées dans le plan d'action opérationnel, figure en bonne place les de renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux des collectivités territoriales sur les thèmes transversaux (DH, LNOB, Do No Harm, égalité, Genre, migration, gestion des conflits locaux et transfrontaliers.) cela en lien avec les activités du **volet 2 : « Promotion de la sécurité et de la cohésion sociale dans les zones frontalières »**.

L'activité s'inscrit dans le paquet d'activité Résultat 3.2 « Accompagner la formation des partenaires relais, des membres des structures de prévention et de gestion des conflits, des cadres de concertation et de dialogue locaux et transfrontaliers, des acteurs locaux (STD, leaders religieux, coutumiers et traditionnels, groupes défavorisés) sur l'analyse, la prévention, la gestion et la transformation des conflits (locaux et transfrontaliers) ».

Cela se justifie à travers le constat que les pays sahéliens se caractérise par des défis complexes de paix et de cohésion sociale exacerbée par la présence des groupes radicaux. Ces conflits internes notamment dans les zones frontalières prennent très souvent des dimensions transfrontalières liées aussi à la nature des démarcations frontalières, la pression sur les ressources naturelles, l'arrivée des réfugiés, la sédentarisation progressive....

Dans un tel contexte, la consolidation de la paix et de la promotion de la cohésion sociale interne et transfrontalière nécessitent une approche intégrée inclusive et participative impliquant l'ensemble des acteur*trices*s étatiques et non étatiques en s'assurant qu'ils/elles possèdent les compétences nécessaires en vue d'une contribution optimale aux initiatives locales et transfrontalières de prévention et de gestion des conflits.

Pour y faire face, le projet PADRE/SKBoWa a réalisé au titre des activités préparatoires trois ateliers d'identification des thématiques de renforcement des capacités sur les thèmes transversaux. Ces ateliers avaient pour objectif de disposer d'une feuille de route de renforcement des capacités des acteurs transfrontaliers sur les thèmes transversaux. Ces ateliers ont permis de mesurer l'acuité des besoins de renforcement sur les thèmes transversaux non seulement afin d'endiguer les mauvaises perceptions en lien avec les thèmes Droits de l'Homme, l'équité Genre mais aussi de voir la faisabilité de mise en oeuvre des mesures de renforcement de capacités et de sensibilisation des acteurs à travers une feuille de route de renforcement des capacités des acteurs.

Afin d'implémenter la feuille de route, le paquet pays Mali du projet SKBoWa dont les volets 1 et 2 sont mis en oeuvre par le projet PADRE III/GIZ entend recruter un bureau d'étude pour l'élaboration de module et l'organisation de sessions de renforcement des capacités au profit des acteur.trice.s locaux.cales issu.e.s des institutions gouvernementales et non gouvernementales sur les thèmes transversaux (Droit de l'Homme, Do No Harm, Egalité de Genre, migration...)

2. Mission du contractant

Le contractant est responsable de la fourniture des prestations suivantes :

contribuer à renforcer les connaissances théoriques et pratiques des acteurs communaux (Elus/agents des collectivités territoriales, membres des structures de prévention et de gestion des conflits, des cadres de concertation et de dialogue locaux et transfrontaliers, des services techniques déconcentrés et des leaders religieux, coutumiers et traditionnels, des jeunes et des femmes) sur des modules de formations axés sur les thèmes transversaux (Droit de l'Homme, LNOB, Do No Harm, Egalité de Genre, migration...)

De façon spécifique, il s'agit de :

- D'élaborer/actualiser le module de formation avec les supports afférents (cahier de participant, guide d'animation et les supports visuel d'animation...) sur les thèmes transversaux ;

Former environ 35 à 40 participants à l'échelle des 18 communes soit (720 personnes) acteurs locaux et transfrontaliers sur les modules élaborés voir en annexe la catégorisation des participants ;

Pendant la durée du contrat, des jalons devront être atteints comme indiqué dans le tableau ci-après :

Jalons / étapes du processus / prestations partielles	Date / lieu / responsable
<p>Préparatoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunion de cadrage entre le consultant et le commanditaire devant se tenir à Bamako : pour avoir une compréhension commune de la mission, validé la méthodologie proposée et le chronogramme de la mission ; - Développement du module sur les thèmes transverseaux (l'égalité genre et l'Approche Base sur Droit de l'Homme, LNOB, Do No Harm, gestions des conflits transfrontaliers et sur la migration) et des supports de formation (<i>l'ossature du cahier de participant et le guide pédagogique d'animation du formateur</i>). Le module de formation sera harmonisé par les consultants dont les offres ont été retenues pour la prestation. <p>En élaborant le module, il est recommandé sur le plan de la conception que le prestataire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Utilise au maximum des méthodes participatives, pratiques et diversifiées ; ○ Crée de lien entre les différents thèmes ; ○ Prévoie les possibles contraintes et difficultés susceptibles de surgir au cours de l'atelier ainsi que des remèdes pratiques pour les surmonter ; ○ Adapte le contenu de la formation au niveau du groupe cible ; 	<p>Aout 2025/Bamako</p> <p>Aout 2025</p>

<ul style="list-style-type: none"> ○ Utilise beaucoup d'illustrations et d'exemples pratiques du quotidien des participants. - Organisation de la formation (matériels, information et invitation des acteurs). <p>Le module et les outils développés doivent être approuvés par l'équipe du PADREIII avant la réalisation des formations.</p> <p>-</p>	
<p>Phase de réalisation des formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparation du calendrier des ateliers de formation : durant cette phase, les prestataires entreront en contact avec les communes afin d'établir un agenda consensuel pour la tenue des formation. - Réalisation des séances de formation de 5 jours sur le module dans les 18 communes 	<p>Sept-Oct 2025 dans les 18 communes d'interventions</p>
<p>Rapportage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les consultants produiront un rapport <u>par commune</u> comprenant les résultats d'un prétest, un résumé exécutif, les constats, les leçons tirées, les résultats obtenus, les recommandations et les résultats d'un post-test (max. 10 pages sans les annexes) et photos prises pendant les ateliers et <u>un rapport final de synthèse de la mission</u> qui feront l'objet des observations du commanditaire avant la fin du contrat. 	<p>Fin novembre 2025</p>

Durée de la mission : **1^{er} aout au 30.11.2025.**

3. Zones de mise en œuvre des activités

La présente mission de formation des acteurs locaux sur les thèmes transversaux seront mise en œuvre dans les 18 communes d'intervention du projet PADRE/SKBoWa reparti en deux lots ci-dessous :

Lot1 : 10 communes des cercles de Kadiolo et de Sikasso :

Régions	Cercles	Communes
Régions de Sikasso	Cercle de Sikasso	Commune de Dandéréso
		Commune de Kaboïla
		Commune de Finkolo
		Commune de Nongon-Souala
		Commune de Nimbougou
	Cercle de Kadiolo	Commune de Misseni
		Commune de Fourou
		Commune de Loulouni
		Commune de Zégoua
		Commune de Kadiolo

Lot 2 : 8 communes des régions de Koutiala et de Bougouni

Régions	Cercle	Communes
Koutiala	Molobala	Commune de Goudié-Sougouna
		Diouradougou Kafo
	Cercle de Koury	Commune de Koury
		Commune de Ourikila
Bougouni	Cercle de Kadiana	Commune de Tiongui
		Commune de Kadiana

	Cercle de Fakola	Commune de Fakola
		Commune de Farako

NB : Un soumissionnaire peut postuler pour un ou l'ensemble des lots, mais ne peut se voir attribuer plus d'un lot au terme des évaluations techniques et financières, sous réserve qu'il démontre sa capacité à conduire les deux missions simultanément.

Conception

Le soumissionnaire doit montrer dans son offre *comment* les prestations mentionnées au chapitre 2 (Mission du contractant) peuvent être fournies, le cas échéant en tenant compte d'autres exigences méthodologiques (conception technique et méthodologique). Le soumissionnaire doit en outre décrire de quelle manière sera organisée la gestion du projet pour la fourniture de prestations.

Conception technique et méthodologique

Stratégie (1.1) : le soumissionnaire doit aborder les tâches lui incombant en se plaçant dans le contexte des objectifs des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (cf. chapitre 1 « Contexte ») (1.1.1). Ensuite, le soumissionnaire présente et justifie la stratégie explicite qu'il entend mettre en œuvre pour fournir les prestations dont il assume la responsabilité (cf. chapitre 2 « Mission du contractant ») (1.1.2).

Le soumissionnaire doit présenter les acteurs importants pour les prestations dont il aura la responsabilité et décrire la **coopération (1.2)** avec ces acteurs.

Le soumissionnaire doit présenter et expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour **piloter** les mesures avec les partenaires du projet (1.3.1) ainsi que sa contribution au **suivi des résultats** (1.3.2).

Le soumissionnaire doit décrire les **processus** essentiels des prestations dont il aura la responsabilité et établir un **plan d'opérations** ou un planning d'exécution (1.4.1) montrant comment les prestations définies au chapitre 2 (Mission du contractant) seront fournies. Dans ce contexte, il lui est demandé de décrire notamment les étapes de travail nécessaires et de prendre le cas échéant en compte les jalons et les **contributions** d'autres acteurs (prestations de partenaires) conformément au chapitre 2 « Mission du contractant » (1.4.2).

Le soumissionnaire doit décrire au point « **Apprentissage et innovation** » comment il entend contribuer à la gestion des connaissances du partenaire (1.5.1) et de la GIZ et encourager les effets de mise à l'échelle (1.5.2).

Gestion de projet du contractant (1.6)

Le soumissionnaire doit expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour la coordination de ses activités avec le projet de la GIZ. Il doit notamment indiquer les exigences en matière de gestion de projets figurant au chapitre 2 « Mission du contractant ».

Le soumissionnaire doit établir et expliquer un **planning d'affectation du personnel** pour l'ensemble du personnel spécialisé qu'il prévoit de mettre en place ; ce planning devra illustrer les durées d'intervention (périodes et jours d'expert-e) et les lieux d'intervention des différents membres de l'équipe et les affecter aux étapes mentionnées dans le planning d'exécution.

Le soumissionnaire doit décrire son concept de soutien technique. Le lot standard de soutien technique inclut les prestations ci-dessous, lesquelles doivent être intégrées dans les taux des honoraires du personnel proposé à titre de charges accessoires de personnel, conformément au point 3.3.1 des Conditions générales de la GIZ :

- contrôle des prestations ;
- pilotage en vue de l'adaptation à l'évolution des conditions d'ensemble ;
- garantie de la circulation de l'information entre le contractant et la GIZ ;
- responsabilité du contractant pour ses expert-e-s ;
- gestion de l'exécution du marché axée sur les processus ;
- gestion administrative du projet.

4. Concept de ressources humaines

Le soumissionnaire doit proposer des personnels pour les postes mentionnés ci-après et décrits en termes de tâches et de qualifications et joindre les curriculums vitæ correspondants (cf. chapitre 7).

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le total maximal de points dans le cadre de l'évaluation technique.

Expert 1 : Un formateur principal :

Tâches :

- Responsabilité globale pour les lots de prestations de conseil fournies par le contractant (qualité et respect des délais ;
- Coordination et garantie de la communication avec la GIZ, les partenaires et les autres parties prenantes du projet ;
- Gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible, planification et pilotage des interventions et encadrement des expert-e-s locaux-ales en mission de courte durée ;
- Réalisation des différentes sessions de formation conformément à l'agenda établi ;
- Établissement régulier de rapports dans les délais requis ;
- Coordonner la participation de l'équipe à la rencontre de cadrage et les réunions ; de débriefing avec le commanditaire.

Qualifications requises pour la direction de l'équipe

- **Formation (2.1.1) :** Diplôme universitaire de niveau au moins Bac + 4 sur les approches basées sur les Droits de l'Homme, gestion des conflits, science sociale, politique, juridique ou en développement organisationnel ou autres domaines apparentés.
- **Langue (2.1.2) :** connaissances de niveau B1 (français, langues locales (Bambara, sénoufo, Minianka,...))
- **Expérience professionnelle générale (2.1.3) :** 10 années d'expérience dans le secteur DH, LNOB avec un accent sur la cohésion sociale et le vivre ensemble
 - **Expérience professionnelle spécifique (2.1.4) :** 7 années dans la réalisation des activités de renforcement des capacités sur les thèmes d'inclusion et de cohésion sociale.
- **Expérience de direction / de management (2.1.5) :** 5 années d'expérience de direction comme chef-fe d'équipe dans des projets ou cadre de direction en entreprise
- **Expérience régionale (2.1.6) :** 5 années d'expérience dans des projets dans la région de Sikasso, dont 2 années dans des projets menés dans le pays.

Expert 2 Assistant

Tâches de l'Assistant

- Assister le formateur principal dans la préparation des supports pédagogiques des ateliers ;
- Administrer/afficher les support pédagogiques dans les salles ;
- Superviser les séances des travaux de groupe ;
- Appuyer le formateur dans la modération ;
- Exécuter toutes autres tâches que le formateur lui confiera.

Qualifications de l'Expert 2 assistant

- **Formation (2.2.1) :** Formation universitaire d'au moins le master II ou équivalent,) en Anthropologie, sociologie, prévention/gestion des conflits, dans un domaine connexe.
- **Langue (2.2.2) :** connaissances de niveau B1 français, langues locales (Bambara, sénoufo, Minianka,...)
 - **Expérience professionnelle générale (2.2.3) :** 5 ans d'expérience dans le contexte de la prévention et gestion de conflit, développement dans un contexte de fragilité, avec un accent sur la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de projets, idéalement dans le secteur de la gestion des ressources naturelles

- **Expérience professionnelle spécifique (2.2.4) :** Expérience spécifique dans la réalisation d'étude de situation/diagnostic.
 - Connaissance avérée des acteurs institutionnels sur les dynamiques de prévention, gestion des conflits ;
 - ;

Compétences relationnelles des membres de l'équipe

Outre leurs qualifications techniques, les membres de l'équipe doivent aussi posséder les qualités suivantes :

- capacité à travailler en équipe ;
- sens de l'initiative ;
- aptitude à communiquer ;
- compétences socioculturelles ;
- démarche orientée vers les partenaires et les clients et efficacité dans l'action ;
- esprit interdisciplinaire.

5. Consignes de calcul

Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement

Les frais de subsistance et d'hébergement seront remboursés sous forme d'indemnités journalières et d'hébergement forfaitaires selon le tableau des taux par pays figurant dans la circulaire du ministère fédéral allemand des Finances (BMF) relative au remboursement des frais de mission et de déplacement (à consulter à l'adresse <https://www.bundesfinanzministerium.de>), à concurrence des plafonds fixés par l'administration fiscale pour le pays considéré.

Les frais correspondants à un dépassement raisonnable du plafond de l'indemnité d'hébergement, aux billets d'avion et aux autres frais de transport principal pourront être facturés sur présentation de justificatifs.

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet.

Aspects de durabilité en matière de voyages

La GIZ souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂) provoquées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez tenir compte des possibilités de parvenir à cette réduction, p. ex. en choisissant la classe de réservation causant le moins d'émissions (classe économique) ou en optant pour les moyens de transport, les compagnies aériennes et les itinéraires présentant la meilleure efficacité en termes de CO₂. Pour les trajets courts, il convient de privilégier le train (2^e classe) ou l'e-mobilité.

Dans la mesure où il n'est pas possible de les éviter, les émissions de CO₂ causées par les voyages en avion doivent être compensées. À cet égard, la GIZ prescrit un

budget via lequel les coûts de la compensation des émissions de CO₂ peuvent faire l'objet d'un décompte établi sur la base de justificatifs.

Le marché des certificats d'émissions de CO₂ rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La [fondation Alliance pour le développement et le climat \(en anglais\)](#) a publié une [liste de normes \(en allemand\)](#) dont la GIZ recommande l'application.

Cadre estimatif détaillé

Lot 1 : 10 communes des cercles de Kadiolo et de Sikasso

Jours d'honoraires	Nombre d'expert-e-s	Nombre de jours par expert-e	Total	Observations
<u>Expert 1 : Un formateur principal</u>	01	86	86	
<u>Expert 2 Assistant</u>	01	64	64	
Frais de voyage et de déplacement	Quantité	Nombre de jours par expert-e	Total	Observations
Indemnités journalières pour le pays d'intervention	02	50	100	
Indemnités d'hébergement pour le pays d'intervention	02	52	104	
Transport	Quantité	Nombre de jours par expert-e	Total	Observations
Frais de déplacement (voiture particulière) • Véhicule de location	01	52	52	Déplacements à l'intérieur du pays d'intervention,

Autres coûts	Quantité	Prix	Total	Observations
Rémunération flexible	Forfait	Forfait	Forfait	<p>Un budget de F CFA est prévu pour la rémunération flexible. Veuillez indiquer ce budget dans le bordereau de prix.</p> <p>Le recours à l'élément de rémunération flexible requiert l'autorisation écrite préalable de la GIZ.</p>

Lot 2 8 communes des régions de Koutiala et de Bougouni

Jours d'honoraires	Nombre d'expert-e-s	Nombre de jours par expert-e	Total	Observations
<u>Expert 1 : Un formateur principal</u>	01	72	72	
<u>Expert 2 Assistant</u>	01	53	53	
Frais de voyage et de déplacement	Quantité	Nombre de jours par expert-e	Total	Observations
Indemnités journalières pour le pays d'intervention	02	40	80	
Indemnités d'hébergement pour le pays d'intervention	02	42	84	
Transport	Quantité	Nombre de jours	Total	Observations

		par expert-e		
Frais de déplacement (, voiture particulière) • Véhicule de location	01	46	46	Déplacements à l'intérieur du pays d'intervention,
Autres coûts	Quantité	Prix	Total	Observations
Rémunération flexible	Forfait	Forfait	Forfait	Un budget de est prévu pour la rémunération flexible. Veuillez indiquer ce budget dans le bordereau de prix. Le recours à l'élément de rémunération flexible requiert l'autorisation écrite préalable de la GIZ.

Autre possibilité pour les contrats d'entreprise :

Les bases de calcul pour contrats d'entreprise indiquées ci-dessous sont une valeur indicative qui suit les critères de réception par ouvrage partiel / jalon mentionnés au chapitre 2 (Missions du contractant).

Étant donné que le contrat envisagé est un contrat d'entreprise, nous vous prions de proposer vos prestations à un prix forfaitaire.

Par ailleurs, l'évaluation de l'offre de prix s'effectue également sur la base des taux journaliers indiqués. Nous vous prions d'indiquer également le taux journalier appliqué. Il n'est pas nécessaire de ventiler le prix en nombre de jours.

6. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. Notamment le plan détaillé de la conception (chapitre 3) doit correspondre à la structure des critères pondérés (et non dotés d'un facteur de pondération 0) du schéma d'évaluation. L'offre doit être facile à lire (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière intelligible. Elle est à établir en langue française.

L'offre dans son ensemble ne doit pas excéder 15 pages (CV non inclus). Si le nombre maximum de pages prescrit est dépassé, le contenu des pages en surnombre ne sera pas pris en compte dans l'évaluation. Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas non plus pris en compte.

Les CV des personnes proposées conformément au chapitre 4 des TdR sont à présenter au format précisé dans les conditions de candidature (ou format similaire).

Chaque CV ne doit pas dépasser 4 pages. Tout CV doit indiquer, pour chaque projet mentionné, le poste que la personne proposée a occupé, les fonctions qu'elle a exercées et la durée de son engagement. Les CV peuvent aussi être rédigés en langue française.

Veuillez calculer précisément votre offre de prix sur la base des paramètres indiqués au point 5 « Consignes de calcul ». Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des journées, voyages, ateliers ou budgets. Le nombre de journées, voyages, ateliers et le montant des budgets sont convenus à titre de plafonds. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

7. Traitement en sous-traitance de données à caractère personnel

. Annexes :

- Répartition des communes par lots :

	Lot 1 : 10 communes des cercles de Sikasso et de Kadiolo		Lot 2 : 8 communes des régions de Koutiala et de Bougouni	
Activités	Expert1 : Formateur Principal	Expert 2 : Assistant	Expert1 : Formateur Principal	Expert 2 : Assistant
Rencontre de cadrage de la mission	1	-	1	-
Conception du module y compris supports et harmonisation	10	8	10	8
Préparation des missions dans les différentes communes	10	-	8	-
Tenue de l'atelier de Formation par commune (5jours par commune et par prestataires)	50	50	40	40
Rapportage	15	6	13	5
Total	86	64	72	53

- **Catégorisation des participants :**

Participant.e.s/représentants des structures	Nombre
Prefectures/sous-prefectures	1
Elus et agents communaux	3
SDE (développement social ; Eau ; Santé, éducation)	4
Comité de gestion	6
Comité de veille/COFO	2
Conseil communal de la jeunesse	2 (homme et femme)
Organisations communales féminines	2
Leaders religieux	3
Leaders coutumiers et traditionnels	2
OSC personnes vivant avec un handicap	2
Groupement des personnes déplacées internes	2
OSC d'orpailleurs	1
Autorités communales de la commune frontalière	2
OSC de jeune et des femmes de la commune frontalière	3
Total	36